MEXIQUE - Le Conseil indien de gouvernement nomme une porte-parole qui sera candidate indépendante

Renata Bessi et Santiago Navarro F.

mardi 27 juin 2017, mis en ligne par Françoise Couëdel

24 mai 2017.

« Quand le Conseil national indien (CNI) s'est constitué, en 1996, nous demandions à être reconnus comme peuples indiens. Aujourd'hui cela ne nous intéresse plus d'être reconnus, nous sommes passés à une autre étape. Nous ne pouvons rien attendre de plus car aucun parti politique et aucun gouvernant ne nous représentent et ils ne nous représenteront jamais » a déclaré Magdalena García Duran, indienne Mazahua de l'état de Mexico et conseillère du Conseil indien de gouvernement.

« Au cours de ces dernières années nous avons partagé notre douleur mais maintenant nous nous sommes pris par la main pour faire trembler l'histoire, car nous sommes arrivés à un moment historique ».

En bus, en camionnettes, en voitures particulières et même en autostop les délégués du CNI ont accouru des différents coins de la République mexicaine. C'était le 26 mai qu'avait commencé l'enregistrement des délégués et de leurs invités, ainsi que des représentants des médias libres et de la presse nationale et internationale, pour assister aux travaux qui seraient menés les 27 et 28 mai. Le lieu de réunion était le Centre indien de formation intégrale (CIDECI), à San Cristobal de Las Casas, au Chiapas.

Tous les délégués et déléguées nommés par leur assemblée communautaire représentaient les voix données par leurs peuples respectifs pour en faire part à l'Assemblée constitutive du Conseil indien de gouvernement pour le Mexique. Les plus jeunes représentants des peuples écoutaient les aînés et se reconnaissaient dans leurs paroles. « Nous voulons l'autonomie et la demande de nos peuples est d'apprendre de ceux qui ont appris à résister et à lutter avec dignité contre cette guerre de destruction. Notre apprentissage est celui des 20 années de la voie qu'a tracée le CNI et les 30 années de l'EZLN. Nous ne partons pas de zéro, c'est une trajectoire qui s'est construite », a dit une jeune déléguée, Briselda Reyes, indienne totonaque de Veracruz.

Le cri a surgi du tréfonds de la sagesse et de la dignité des Indiens du Mexique. Le temps est venu que s'élèvent les voix du peuple, pour s'insurger contre l'histoire qui s'est écrite dans le sang et la trahison. Une petite brèche commence à s'ouvrir dans les murs du système capitaliste qui a voulu enterrer Zapata et ses revendications de « Terre et Liberté ». Ce sont les peuples qui, les uns après les autres, font revivre les assemblées, les travaux collectifs et les conseils des anciens comme source d'expérience et de connaissance. Ce sont les membres du Congrès national indien (CNI) qui ont décidé de constituer leur propre Conseil indien de gouvernement (CIG). Non pas comme une institution de plus mais comme un des nombreux moyens de passer à l'offensive contre les institutions caduques de l'État et contre le système capitaliste qui a mené une guerre d'extermination contre les peuples originels durant plus de cinq siècles.

Le 27 mai, le commandement de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN), partie prenante de l'inauguration des tables de travail, souhaitait la bienvenue par la voix des plus jeunes de cette organisation. Le sous-commandant Galeano, sans dire un mot, a cédé le micro à une fillette zapatiste qui a dit « N'ayez pas peur » et, à ses côtés, un jeune garçon zapatiste, qui s'est présenté comme Pedro, a dit aussi « Continuez et ne renoncez pas ». Ce sont les mots de bienvenue qu'ils ont adressés aux délégués et déléguées du CNI.

Le sous-commandant Moisés a fait part de la peine et de la solidarité du Commandement de l'EZLN à l'égard des frères Wixaritari (huicholes) Agustín et Miguel Vázquez Torres, membres du CNI, qui ont été assassinés le 20 mai 2017, dans la municipalité de Bolaños, Jalisco. Un assassinat attribué au groupe de délinquants connu sous le nom de Cartel de Jalisco Nouvelle génération.

Soulèvement indien

Au nombre de 848, délégués et conseillers municipaux d'au moins 58 peuples originaires du Mexique se sont organisés en tables de travail. Ils ont débattu d'économie, de politique, de santé, d'éducation, de logement, de sécurité, entre autres sujets. L'objectif était de définir les orientations du Conseil indien de gouvernement, ses stratégies et son fonctionnement, les relations avec la société civile et le rôle de sa porte-parole. À la fin des travaux on ferait connaître les noms des membres du CIG et de sa porte-parole. Un exercice important pour la prise de décisions en commun, régie par les sept principes du CNI et de l'EZLN : « Obéir et ne pas commander, représenter et ne pas supplanter, descendre et ne pas monter, servir et ne pas se servir, convaincre et ne pas vaincre, construire et ne pas détruire, proposer et ne pas imposer ».

Au cours de ces journées s'est constitué le CIG, dont chaque membre a été élu par l'assemblée de son lieu d'origine, en accord avec sa forme d'organisation. Certains ont dû abandonner leur travail dans l'agriculture, la pêche, l'apiculture, l'artisanat et au foyer pour commencer à prêter ce service dans le nouvel organe construit par le CNI et ses peuples. « La phase positive à peine réglée, va commencer le travail difficile. Personne ne percevra de salaire, c'est un service que nous rendrons. C'est une grande responsabilité, comme celle que nous assumons avec les charges qui nous sont confiées dans les villages qui respectent la tradition », a précisé la conseillère García Duran, qui met en œuvre depuis 15 ans toutes les initiatives prises par le CNI.

« Ce jour est le plus grand jour de notre histoire. Il nous a fallu 20 ans pour nous connaître, nous écouter, nous regarder. Nous avons été en résistance pendant cinq siècles pour en arriver là. Il s'agit donc d'un soulèvement indien, le soulèvement indien le plus grand de l'histoire du Mexique et il n'est pas violent. J'insiste, non-violent », a déclaré Prof Filo de la communauté mixtèque de Puebla, nommé conseiller municipal du CIG.

Une manière de faire différente

Les invités et les médias spéculaient sur la façon dont se ferait la nomination de la porte-parole du CIG, si ce serait de la manière traditionnelle comme l'ont fait les partis politiques, c'est-à-dire par le vote d'une majorité contre une minorité. Une fois encore le CIG a prouvé qu'il y a d'autres manières de faire de la politique. La charge de la porte-parole a été définie par le travail qu'elle a accompli au cours de 20 années au sein du CNI. Car elle est et « a été une personne qui ne s'est pas vendue, qui n'a pas failli et parce qu'elle est de notre peuple et comprend nos besoins », a expliqué l'Indienne mazahua, García Duran.

« Nous, peuples indiens, nous consultons nos communautés, nous ne les soumettons pas au vote car nous fonctionnons autrement. Nous descendons jusqu'à la base », a déclaré Mario Luna, conseiller municipal indien yaqui de Sonora.

Enregistrement de revendications

Au cours de l'assemblée plénière ouverte le 28 mai, le CNI a fait circuler la liste des conseillers municipaux nommés par les autorités traditionnelles. Jusque-là les conseillers municipaux nommés étaient au nombre de 71 au moment où des communautés n'avaient pas encore désigné leurs représentants.

Les conseillers municipaux et leur porte-parole désignée, l'Indienne nahua du sud de Jalisco, María de Jesús Patricio Martinez, ont enregistré les revendications et prêté serment auprès d'un membre du CNI qui a déclaré auparavant : « Nous affrontons une guerre cruelle. Nous avons besoin de l'intégrité, du

courage, de l'esprit de décision, de l'intelligence et surtout de l'amour, de beaucoup d'amour de votre part, pour atteindre notre but et accomplir les tâches que nous nous sommes assignées pour le bien de nos peuples, pour le bien de nos communautés, pour le bien de notre pays malmené, blessé et humillié. »

Tous se sont levés et, avec une émotion non dissimulée, les invités, les observateurs et même des membres de la presse, 1482 personnes au total, échangeaient des regards en souriant. Alors les conseillers municipaux et leurs porte-paroles ont pris acte des engagements et des serments : « Jurez-vous de transmettre la parole et la décision de vos peuples et de vos communautés, en faisant votre devoir et en luttant pour la liberté, la justice, la démocratie, et de respecter les sept principes du Congrès indien ? », chacune et chacun, d'une voix douce qui fit écho dans l'auditorium du CIDECI, avec fermeté prononça un « Oui ».

Les personnes qui ne purent entrer dans l'auditorium, bondé de représentants de la presse nationale et internationale écoutaient attentivement les engagements et les serments diffusées par les haut-parleurs répartis à l'extérieur de l'enceinte « Vous jurez et affirmez vouloir protéger et respecter vos peuples, vos communautés, les enfants, filles et garçons, les anciens et anciennes, les femmes et les hommes, notre terre mère, nos cultures et nos langues ? » Oui ! était la réponse, puis ils poursuivaient. « Vous jurez de défendre par votre vie, vos pensées, vos cœurs et vos corps, nos peuples, nos communautés et notre terre mère ? Vous jurez d'être les porteurs de la parole de nos peuples et du Congrès national indien, sans mensonge, sans duplicité aucune ou trahison, en restant toujours anticapitalistes, en bas et à gauche. En soutenant des rébellions et des résistances au côté de tous les exploités et toutes les exploitées de ce pays et de ce monde. Contre ceux d'en haut, les capitalistes et leurs administrateurs, contremaîtres, hommes ou femmes, dans un monde où puisse cohabiter beaucoup de mondes ? »

Et finalement « Vous jurez de ne pas céder à la tentation de briguer des voix et le pouvoir, de ne pas vous vendre, ne pas faiblir, ne pas vous rendre à ceux d'en haut ? ». Le « oui » fut massif. Et ils terminèrent ainsi « C'est ce que nous exigeons que vous fassiez, et si vous ne le faisiez pas nous ne vous ferions pas de procès. Nous vous sanctionnerons et vous démettrons de vos fonctions ». L'euphorie se répandit dans tout l'auditorium. La joie se communiqua à tous et les cœurs se gonflèrent de courage.

Nous ne procédons pas par vote

La désignation de la porte-parole du CIG sera enregistrée officiellement auprès des organes officiels de l'État en vue des élections présidentielles de 2018, au Mexique. Mais ce sera le CIG qui gouvernera et celui-ci à son tour sera sous le contrôle du CNI et le CNI continuera à être l'espace et la maison des voix du peuple. Quelques intellectuels et une partie de l'opinion publique ne parviennent pas à se figurer une possibilité différente de réorganiser le quotidien et un nouveau gouvernement. De nombreuses questions lors de la conférence de presse qui clôtura la rencontre ont révélé cette perplexité.

« Le propos n'est pas d'apporter des voix, d'aller occuper un siège mal acquis. Au contraire notre participation est plutôt en faveur de la vie, pour l'organisation et la reconstruction de nos peuples qui ont été malmenés des années et des années durant et je crois que le temps est venu de chercher une façon de continuer à exister », a dit la porte-parole du CIG. « Nous, les peuples, nous avons réalisé que nous entreprenons cette démarche pour lutter en faveur de la vie. Et la vie c'est la terre, le territoire, l'eau, les arbres. Tout cela est en voie de destruction. Ce pas est difficile à franchir mais il est nécessaire si nous voulons que nos peuples continuent d'exister, si nous voulons que la vie continue pour tous », dit l'Indienne.

Les peuples ne veulent pas non plus le pouvoir. « Nous ne voulons pas le pouvoir. Le pouvoir qui s'empare des ressources naturelles, de tout ce qui nous appartient en tant que peuples. Nous ne procédons pas par vote. Nous ne sommes aucun parti politique. Nous ne rivalisons avec personne. Nous allons lutter pied à pied et reconstruire ce qui nous appartient », a déclaré Sara López, conseillère du CGI de la Péninsule du Yucatán.

Bien que pour enregistrer officiellement la candidature de la porte-parole comme candidate indépendante

le temps est court pour rassembler au moins 800 000 signatures, le Conseil ne se laissera pas impressionner par le délai établi par les institutions. « C'est la démarche des peuples qui importe, la consolidation du processus, notre approche. Ne nous inquiétons pas du nombre des signatures, non seulement nous pouvons en réunir huit cent, nous pouvons en réunir plusieurs millions, car nous sommes une multitude », a déclaré la conseillère García Duran.

Pour comprendre les propositions des peuples il faut observer et comprendre les processus qui se mettent en marche en partant d'en bas, les processus que vivent toutes les communautés dans le pays. « Nous, en qualité de conseillers municipaux, nous ne briguons pas de charge politiques, de charges publiques. Nous ne cherchons pas un travail. Nous encourageons les propositions que nous avons toujours encouragées et qui n'ont jamais été entendues. Pour nous c'est donc la possibilité d'atteindre toutes les communautés oubliées et marginalisées », a affirmé Mario Luna, conseiller municipal du CNI.

Effectivement, depuis très longtemps déjà, les peuples originels qui sont partie intégrante du CNI ont lancé des processus de renforcement de leurs résistances, de leurs assemblées, de reconquête de leurs us et coutumes, de leurs langues. « La désignation de notre porte-parole n'est qu'une infime partie de notre lutte. Ce qui en revanche nous préoccupe c'est que l'État et les paramilitaires à sa solde, les narcotrafiquants, ne nous laisseront pas passer librement et il faut que nous nous préparions à cela. Les attaques ont déjà commencé. Les premiers assassinats ont déjà eu lieu, les camarades du Michoacán et Jalisco ont été tués » a déclaré Efrén Olivares Valdez, délégué du CNI de la communauté de la Barra, Michoacán.

L'issue dépend des peuples indiens

« Ne vous trompez pas, ce n'est pas une lutte banale pour le pouvoir, il s'agit d'une mission civilisatrice. Nous sommes les successeurs de ces ancêtres, de ces anciens, qui ont enfanté des villes, des systèmes de gouvernement, de multiples cultures, de nombreuses langues. Et nous voilà, nous sommes là. Nous ne sommes pas dans les livres, nous sommes là face à vous. L'histoire d'en haut peut raconter ce qu'elle veut, pour nous l'histoire est autre. Qu'ils soient conservateurs ou libéraux, de gauche ou de droite, ou n'importe quoi d'autre, cela nous est égal. Parce que le projet d'il y a 500 ans est le même aujourd'hui. », a dit le conseiller municipal du CIG, Prof Filo, de la communauté mixtèque de Puebla, lors de la conférence de presse.

Dans ce contexte de guerre et de mort qui a baigné de sang nos terres ce sont justement les peuples indiens qui proposent des alternatives réelles à la guerre annoncée, affirme Fortino, conseiller municipal du CIG, du Chiapas. « Et cela se fera grâce à la reconquête de leurs terres, la coordination de leurs autorités traditionnelles, leurs moyens de sécurité propres ».

« Ce que nous voulons c'est nous organiser avec vous pour démonter le pouvoir qui nous est imposé d'en haut. Il faut en finir avec les partis politiques. Cette façon de faire de la politique est sans issue viable. C'est pourquoi nous, les peuples, nous avons décidé de résister et de lutter collectivement. C'est non seulement la seule issue pour la survie des peuples mais la survie de la civilisation. Nous allons être tenaces » dit le conseiller municipal Fortino.

C'est le système monde qui est en crise. C'est une crise de civilisation. Un système monde qui s'écroule. Et l'autre, le nôtre qui renaît. Nous sommes donc là, nous sommes notre histoire. », a affirmé le conseiller municipal Prof Filo.

Ce qui va suivre

Le Conseil commencera à parcourir le pays pour rendre visite à d'autres peuples originels et les informer du processus de résistance et de lutte, pourvu, comme ils le disent « que ce soit anticapitalistes, d'en bas et à gauche ».

« Le fait de participer à ce processus est d'inviter la société civile organisée et non organisée à ce que

nous unissions aussi nos efforts et puissions détruire ce système qui nous anéantit tous en général », a précisé la porte-parole du CIG.

« La marche partira le 12 octobre du territoire zapatiste libéré, des cinq caracoles et leurs assemblées de bon gouvernement. « Nous ne nous arrêterons que lorsque nous, le Conseil indien de gouvernement, nous nous tiendrons debout sur le cadavre de l'Hydre capitaliste », a conclu le conseiller municipal Prof Filo.

Traduction française de **Françoise Couëdel**.

Source (espagnol) : http://www.americas.org/es/archives/19742.